



Département de la
Seine-Maritime

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180625-M_DE180625_137-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/06/2018

Publication : 29/06/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.06/137

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 25 juin 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	22 (jusqu'à 19h15) 21 (à partir de 20h10)
Nombre de Pouvoirs	12
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **29 juin 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **25 avril** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 15 avril, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN** (à partir de 20h10), Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU** (jusqu'à 19h15), Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h37), Gérard **DELAHAYS**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM** (jusqu'à 19h15), Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Nicole **LANGLOIS** donne pouvoir à Alexandre **MORA**
Corinne **LEVILLAIN** (arrivée à 20h10) donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT** (à partir de 19h15)
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Jean-Pierre **QUEMION**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Estelle **FERRON** (à partir de 19h15)
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 25 juin 2018

2018.06/137

A HUIS CLOS

AFFAIRES JURIDIQUES : PROTECTION FONCTIONNELLE – PRISE EN CHARGE DES DOMMAGES ET INTERETS

M. Daniel FIDELIN, Monsieur le Maire - L'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 dispose que « A raison de ses fonctions et indépendamment des règles fixées par le code pénal et par les lois spéciales, le fonctionnaire ou, le cas échéant, l'ancien fonctionnaire bénéficie, dans les conditions prévues au présent article, d'une protection organisée par la collectivité publique qui l'emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire. [...] La collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. Elle est tenue de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. »

L'article L2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code. »

Les agents et anciens élus ci-dessous ont été victimes d'agressions pendant l'exercice de leurs fonctions et les juridictions pénales leur ont alloués les dommages et intérêts suivants :

Personnes concernées	Dommages et intérêts alloués
Mme Frédérique LEFEVRE Affaire du 18 avril 2013 Jugement du tribunal correctionnel du Havre du 19 septembre 2014	200 euros
Mme Hélène DUVAL, M. Jean-Pierre LAMARE et M. Daniel PETIT Affaire du 13 février 2014 Jugement du tribunal correctionnel du Havre du 10 mars 2014 Arrêt de la cour d'appel de Rouen du 22 mai 2014 Jugement du tribunal correctionnel du 3 décembre 2014	Mme DUVAL : 600 euros M. LAMARE : 2 250 euros M. PETIT : 500 euros
Mme Sylvie LEGAGNEUX Affaire du 14 octobre 2014 Jugement du tribunal correctionnel du Havre du 14 septembre 2017	5 883 euros

Compte tenu du fait que la ville de Montivilliers est tenue de réparer le préjudice subi des agents/élus victimes d'agressions pendant l'exercice de leurs fonctions, il vous est proposé de dédommager les personnes citées ci-dessus.

Si ce projet recueille votre accord, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement l'article L2123-35 ;

VU l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU le budget primitif 2018 ;

VU le rapport de M. le maire ;

CONSIDERANT

- Que le tribunal correctionnel du Havre et la cour d'appel de Rouen ont alloué aux agents municipaux et anciens élus des dommages et intérêts pour un montant total de 9 433 euros, divisés comme suit :

Agents	Dommages et intérêts alloués
Mme Frédérique LEFEVRE Affaire du 18 avril 2013 Jugement du tribunal correctionnel du Havre du 19 septembre 2014	200 euros
Mme Hélène DUVAL, M. Jean-Pierre LAMARE et M. Daniel PETIT Affaire du 13 février 2014 Jugement du tribunal correctionnel du Havre du 10 mars 2014 Arrêt de la cour d'appel de Rouen du 22 mai 2014 Jugement du tribunal correctionnel du 3 décembre 2014	Mme DUVAL : 600 euros M. LAMARE : 2 250 euros M. PETIT : 500 euros
Mme Sylvie LEGAGNEUX Affaire du 14 octobre 2014 Jugement du tribunal correctionnel du Havre du 14 septembre 2017	5 883 euros

- Que la ville de Montivilliers, subrogée dans les droits des victimes, enclenchera une procédure de recouvrement contre les auteurs des agressions par l'émission de titres exécutoires ;

- Que les dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires permettent à la ville de Montivilliers de dédommager directement les agents municipaux et d'émettre ensuite des titres exécutoires à l'encontre des auteurs pour percevoir les sommes préalablement versées ;

- Que les dispositions de l'article L2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent à la ville de Montivilliers de dédommager directement l' élu intéressé et d'émettre ensuite des titres exécutoires à l'encontre des auteurs pour percevoir la restitution des sommes versées ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **de verser** aux agents municipaux, Mme Hélène DUVAL, Mme Frédérique LEFEVRE, Mme Sylvie LEGAGNEUX, et aux anciens élus M. Jean-Pierre LAMARE, M. Daniel PETIT, les dommages et intérêts qui leur ont été alloués par les juridictions pénales pour un montant total de 9 433 euros.

Imputation budgétaire

Exercice 2018

Budget ville : 6488-01

Montant estimé de la dépense : 9 433 euros

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,



